

## QUELLE EST L'IMPORTANCE ET LE RÔLE DES PARLEMENTAIRES DANS LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE AU NIGER ?

Les membres du Parlement de par leur position peuvent influencer fortement les actions politiques en faveur de la nutrition

En soutenant :

- Le plaidoyer sur une base objective pour une meilleure allocation budgétaire nationale pour la nutrition et des investissements accrus par les partenaires
- La mise en place de cadres législatifs et réglementaires en faveur de la nutrition (opérationnaliser la constitutionnalité du droit à une alimentation saine et suffisante pour tous et les textes régissant la fortification des aliments industriels consommés au Niger et adopter la législation nationale sur la commercialisation des substituts du lait maternel par exemple)
- En tant que leaders d'opinion, les parlementaires peuvent également aider dans la sensibilisation des communautés et des collectivités territoriales sur l'importance de la nutrition dans toutes ses dimensions (prévention, prise en charge)

## LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU PREMIER SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE TENU EN SEPTEMBRE 2019 SONT :

- Réaliser un séminaire gouvernemental afin de sensibiliser les membres de gouvernement sur la nécessité de prévoir une enveloppe budgétaire pour la nutrition lors des arbitrages budgétaires
- Engager les parlementaires à suivre de près les allocations dédiées à la lutte contre la malnutrition dans la loi de finance 2019-2020
- Aligner les différentes recommandations émanant du séminaire parlementaire aux cahiers de charge des parlementaires

## LA PLATEFORME NATIONALE D'INFORMATION POUR LA NUTRITION AU NIGER

La Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) est coordonnée par l'Institut National de la Statistique (INS) et le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N). Sur financement de la Délégation de l'Union Européenne (DUE) au Niger, la PNIN est une opportunité pour orienter l'action et pour valoriser les données existantes tout en renforçant les capacités nationales sur le plan institutionnel et organisationnel.



SEPTEMBRE 2021

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DU PLAN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE



ROLE DES PARLEMENTAIRES DU RESEAU NUTRITION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Institut National  
de la Statistique  
**NIGER**

182, rue de la Sirba  
BP 13416 Niamey  
TEL. : (227) 20 72 35 60  
FAX : (227) 20 72 21 74  
<http://www.ins.ne>  
E-MAIL : [ins@ins.ne](mailto:ins@ins.ne)



Institut National  
de la Statistique  
**NIGER**

## SITUATION DE LA MALNUTRITION AU NIGER



- Plus de deux (2) millions d'enfants de moins de 5 ans, souffrent de retard de croissance
- Un (1) enfant sur dix (10) souffre de malnutrition aiguë et est à haut risque de décès
- Un (1) enfant sur deux (2) qui décèdent au Niger, a souffert de malnutrition
- Au moins une (1) personne sur dix (10) souffre de la sous-alimentation
- Un risque accru de surpoids et obésité chez les adultes et les jeunes enfants ayant souffert de malnutrition

## POURQUOI DEVONS-NOUS AGIR VITE ET INVESTIR DANS LA NUTRITION ?

La nutrition est l'un des piliers du développement socio-économique du Niger. L'absence de mesures adéquates entraîne des conséquences énormes :

- Sur le plan économique
  - Baisse annuelle de 7,1% du Produit Intérieur Brut (PIB) au Niger (sources COHA) ;
  - Faible productivité dans tous les secteurs productifs ;
  - Coût de la prise en charge et du traitement de la malnutrition dans les structures de santé et au niveau communautaire.
- Sur le plan humain et social
  - Contribue à hauteur de 43% à la mortalité des enfants de moins de cinq (5) ans ;
  - Faibles performances scolaires (une année de scolarité perdue par enfant atteint).

## QUELS SONT LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE NIGER ?

Les principaux engagements concernant la nutrition sont : *Le Mouvement Scaling up Nutrition (2011)* – Les Objectifs de Développement Durable (2017) - Cibles mondiales en nutrition de l'Assemblée Mondiale de la Santé (2012) – La Stratégie Régionale Africaine de Nutrition (ARNS, 2015-2025) – Les Déclarations de Maputo (2003) et de Malabo (2014).

Pour respecter ces engagements, le Niger a adopté la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN) et son premier plan d'action triennal 2017-2019. De plus, la Constitution de la République du Niger reconnaît le « droit à une alimentation saine et suffisante » pour tous (Article 12).

Il faut des investissements importants et la participation de toutes les parties prenantes y compris les parlementaires pour rentabiliser les bénéfices nutritionnels au profit du développement inclusif national. Le Niger ne pourra pas renverser les tendances actuelles sans allocations budgétaires croissantes dans la durée en complément de l'aide extérieure.

Il existe des opportunités de financement dont celles de la Banque Mondiale (BM), de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque Islamique de Développement (BID), de l'Union européenne (UE). Dans le cadre de l'appui budgétaire de l'Union Européenne au Gouvernement du Niger, le Ministère de la Santé Publique (MSP) a adopté une feuille de route pour permettre à l'Etat de planifier un engagement financier croissant dans la prise en charge de la malnutrition aiguë. Cette feuille de route met en évidence l'effort budgétaire nécessaire pour maintenir et même renforcer les capacités des structures sanitaires publiques à assurer le traitement adéquat des enfants malnutris. L'enjeu est d'autant plus important dans un contexte de raréfaction des ressources, en particulier de réduction des financements humanitaires dédiés au fonctionnement des centres de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. Dans le contexte du transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales, celles-ci doivent également être accompagnées pour jouer pleinement leur rôle dans le domaine de la sécurité nutritionnelle.

Parallèlement à cet engagement, des allocations budgétaires doivent également cibler les mesures préventives à haut impact dans une large gamme de secteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel et à la réduction de toutes les formes de malnutrition.

« Durant la mission en décembre 2018 de la Coordinatrice des Nations-Unies du Mouvement SUN au Niger, les autorités du Niger ont pris l'engagement d'allouer sur le budget national 15% du coût total des Plans Multisectoriels de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle ».

## QUELS SONT LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES PARELEMENTAIRES NIGERIENS ENTRE 2019 ET 2020 ?

Les engagements des parlementaires nigériens pris lors de différents foras soutenus par l'UNICEF tenus entre 2019 et 2020 sont :

- Faire un plaidoyer en faveur de la nutrition pour que le gouvernement contribue à 15% du budget total de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN)
- Rassembler les arguments fondés sur des données probantes et constituer un lobby avec les autres parlementaires pour adopter la législation réglementant la commercialisation des substituts du lait maternel
- Porter la campagne « Plus fort avec le lait maternel uniquement » et l'amélioration de la diversification alimentaire
- Assurer le suivi des engagements du Niger lors du rassemblement du mouvement SUN et des sommets mondiaux dont celui de la Nutrition pour la Croissance (N4G) et celui des Nations Unies sur les systèmes alimentaires



« UN DOLLAR INVESTI DANS LES PROGRAMMES DE NUTRITION RAPPORTE 16 DOLLARS DE GAIN EN CAPITAL HUMAIN ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE » SELON LE RAPPORT MONDIAL DE NUTRITION EN 2015